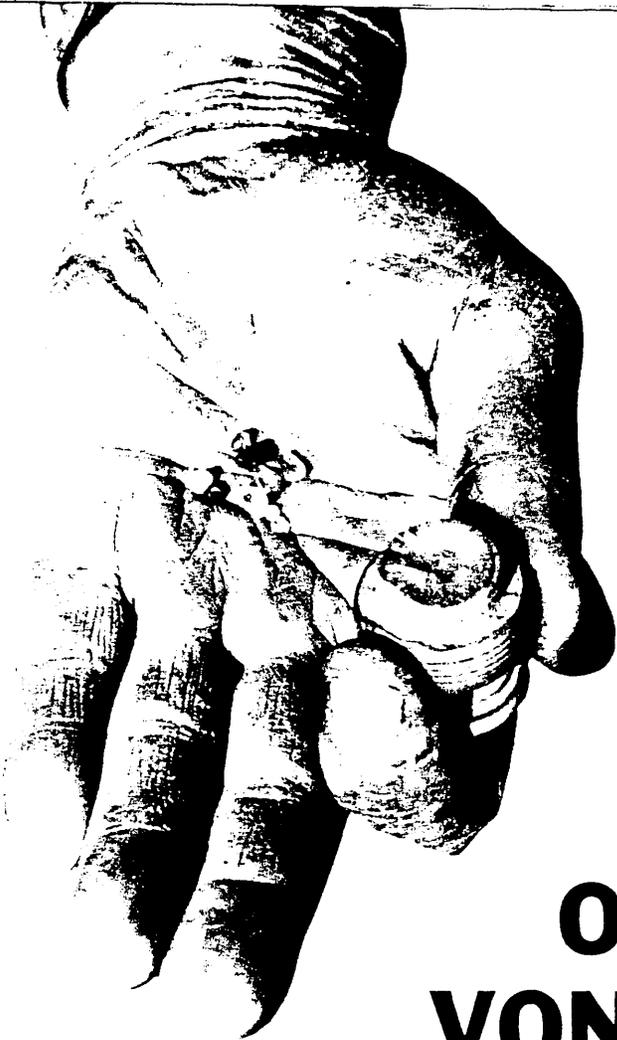


(Photo Camera Press.)



OU VONT LES DIAMANTS D'ANGOLA ?

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

■ L'insurrection « inattendue et spectaculaire » qui éclate, en 1961, dans le Nord de l'Angola menace la présence séculaire du Portugal dans cette région de l'Afrique.

Des milliers de Blancs qui ont « survécu aux massacres » abandonnent leurs plantations pour se réfugier à Luanda, la capitale administrative du pays. Du moins provisoirement, en attendant de voir comment vont tourner les choses. Celles-ci ne s'arrangeant guère, c'est le début d'un exode. Banques et agences de voyages sont assiégées. En quelques jours les prix des denrées alimentaires augmentent de 200 %.

Cette crise ne va pas sans répercussions sur l'économie portugaise : à la bourse de Lisbonne, entre janvier et juin 1961, les cours tombent de 60 % tandis

que des tendances inflationnistes se développent.

De toutes les entreprises opérant à travers l'empire colonial portugais, la Diamang, autrement dit la Société diamantaire de l'Angola, était une des plus concernée par cette situation nouvelle. Les vastes « placers » qu'elle exploite se trouvent en effet dans le district de Luanda, au Nord-Est du pays, c'est-à-dire dans la zone où est apparue l'insurrection armée. Cotées 520 escudos en 1960, ses actions tombent à 432 en avril 1961 et à 396 en août.

Dix ans ont passé et, bien qu'une longue et difficile guérilla continue d'attester la vigueur des aspirations nationalistes de l'Angola, l'affolement est tombé et la Diamang continue d'être un des plus grands producteurs de diamants du

monde, de ces diamants qui, dans leur quasi-totalité, sont extraits de la terre africaine, qui fournit, chaque année, quelque 40 millions de carats soit 98,5 % de la production mondiale.

Que représente exactement cette puissance à la fois célèbre et discrète dont on a pu dire qu'elle constitue un véritable Etat dans l'Etat ?

Venu de la marine royale

« Mon entreprise dispose d'un médecin pour cinq mille personnes ; elle assure le fonctionnement de six hôpitaux, sept cliniques, quatre maternités, un dispensaire, dix centres de santé publique, soixante-quatorze postes de premiers secours. Nos écoles primaires et secondaires préparent plus de deux mille élèves... Nos travailleurs peuvent se permettre le luxe de fréquenter un magnifique musée et même un non moins intéressant jardin zoologique.

« Soyez franc et dites-moi combien de pays africains soi-disant indépendants accordent à leurs travailleurs ce confort matériel, ces loisirs dont les ouvriers de certains pays « avancés » d'Europe ne disposent pas ? Et malgré cela de prétendus « observateurs » bien informés nous accusent de maintenir un régime esclavagiste dans cette province africaine du Portugal qu'est l'Angola... Voyez-vous combien il est difficile de savoir où se trouve la vérité. »

Ainsi s'exprimait le commandant Ernesto Jardim Vilhena, alors à la tête de cette fameuse Diamang.

Ernesto Vilhena n'était pas le premier venu. Officier de la marine royale — cette pépinière de hauts cadres du Portugal impérial — il se trouva promu, très jeune encore (en 1908), au ministère des Colonies. Le renversement de la monarchie, en 1910, ne l'empêcha pas de faire une brillante carrière de grand dignitaire de l'administration coloniale au Mozambique et en Angola.

Il abandonna la fonction publique pour prendre la direction, conjointement avec celle de la Banque Burney, de la très importante Banque Nationale d'Outre-Mer. Or la banque Burney n'est rien d'autre qu'une petite filiale portugaise du groupe financier américain Guggenheim.

En 1912, l'attention d'Ernesto Vilhena avait été attirée par un petit événement : deux prospecteurs européens qui « flânaient » sur les rives du fleuve Chiume avaient découvert quelques « menus » diamants.

C'est alors que le directeur de la Banque Nationale d'Outre-Mer commença à s'intéresser à l'exploitation minière de l'Angola. Il participa à la fondation de la Compagnie de recherches minières de

l'Angola, connue sous le nom de P.E.M.A.

Une année plus tard, grâce aux excellentes relations qu'il entretenait avec le général Norton de Matos, haut-commissaire de Lisbonne en Angola, il obtint pour la P.E.M.A. une concession lui donnant le droit de prospecter toutes les richesses du sous-sol angolais.

Là-dessus, en 1915, il fut appelé à reprendre le ministère des Colonies, cette fois au service de la jeune république portugaise. Mais cet intermède ne durera que peu. Revenu au monde des affaires, Vilhena est plus que jamais décidé à lancer la puissante entreprise diamantaire dont il rêve. Mais le Portugal est un pays pauvre. Une entreprise de cette ampleur ne peut pas se réaliser sans l'injection de capitaux étrangers.

Une entreprise internationale

En accord avec les banques portugaises, il fait alors appel au baron belge Bonvoisin, « patron » de la Société générale, à la Banque de l'Union parisienne, aux Américains Ryan et Guggenheim. Tous connaissent de longue date les qualités d'entrepreneur et de gestionnaire du banquier Ernesto Vilhena. Ils lui apportent leur soutien financier.

Ainsi est née la Diamang, qui va aussitôt bénéficier du monopole de l'exploitation du diamant sur l'ensemble du territoire angolais.

Le capital social appartient pour 45 % à des sociétés américaines, pour 40 % à des groupes anglais et belges et pour 5 % seulement à l'administration de l'Angola.

Les gisements que va exploiter la Diamang font partie des champs alluvionnaires qui s'étendent à partir du Kasai, au Congo-Kinshasa. Ils couvrent une superficie de 221 000 km². Quoique étant un prolongement naturel des « placers » congolais, ils contiennent des pierres de meilleure qualité, en particulier une plus grande proportion de diamants industriels.

Une telle source de richesse ne tarde évidemment pas à éveiller des convoitises, en particulier celle du tout puissant Sud-Africain Eric Oppenheimer, à qui M. Vilhena a « oublié » curieusement de faire appel lorsqu'il s'est agi de constituer la Diamang.

Oppenheimer est le patron de la toute-puissante Anglo-American Corporation, holding qui coiffe plus de 200 sociétés dont la célèbre De Beers consolidated qui centralise à elle seule plus de 85 % du marché mondial du diamant.

Lutter contre la De Beers semble une tâche trop difficile à Ernesto Vilhena. En accord intervient donc, aux termes duquel la Diamang accepte de confier à

la De Beers la commercialisation de sa production et accorde à M. Oppenheimer une place dans son conseil d'administration. Cette nouvelle extension ne fait qu'accentuer l'aspect international de l'entreprise. Mais comment aurait-il pu en être autrement ? Nous nous trouvons là en face du principe élémentaire qui est la clef de voûte des relations qu'entretient le Portugal avec l'Occident et qui lui apportent les capitaux et les techniques qui lui font défaut.

En échange, l'administration coloniale fournit une main-d'œuvre abondante et bon marché et assure l'indispensable maintien de l'ordre sans lequel tout investissement serait jugé peu sûr. Un partage équitable des bénéfices vient sanctionner ce « gentlemen's agreement » pour la plus grande satisfaction des divers partenaires. Voyons tout cela de plus près.

La Diamang, nous l'avons vu, exploite les « placers » du district de Luanda. L'administration coloniale, de son côté, réserve toute la main-d'œuvre disponible dans ce secteur aux « entreprises y opérant ». Or il se trouve que la Diamang est la seule entreprise du district. Elle dispose donc légalement de la totalité de cette main-d'œuvre.

La Diamang emploie environ 28 000 indigènes encadrés par 700 Européens. Cela représente 80 % de la main-d'œuvre utilisée par l'industrie minière en Angola.

Le travail forcé

Les barèmes des salaires de ces travailleurs ne sont pas publiés. Seule la masse totale figure dans les comptes d'exploitation. Selon les calculs effectués en 1961 par un Français, Philippe Comte (« Revue du tiers monde », mars-avril 1964), ces salaires seraient environ de 950 francs par personne et par an. L'enquête que nous avons pu mener en 1968 au cours d'un séjour parmi les combattants du « Front de l'Est » angolais nous a permis de vérifier l'exactitude de ce chiffre avec cependant les précisions suivantes : la moitié seulement des salaires est versée en espèces, l'autre moitié l'est sous forme de denrées alimentaires qui sont d'ailleurs produites par les travailleurs eux-mêmes dans les vastes domaines que la Diamang exploite parallèlement aux « placers ».

Enfin, pour payer les impôts établis par l'administration coloniale, les travailleurs sont souvent contraints de reverser la quasi-totalité de leurs ressources monétaires.

N'est-ce pas là un cas flagrant de ce travail forcé dont les autorités portugaises persistent à nier l'existence dans leurs provinces africaines ?

La Diamang, en revanche, a été exemptée, jusqu'en 1971, de tous impôts, patentes, droits, loyers et charges de toutes natures. Mais elle verse des royalties qui se sont élevées de 1921 à 1963 à environ 84 millions de livres sterling et ont représenté, en 1963, le quart des recettes administratives totales de l'Angola.

Un flot de devises

L'exportation des diamants fournit en outre des apports de devises considérables au gouvernement portugais : 53 millions de livres sterling de 1931 à 1964, soit une moyenne de 130 000 livres par mois.

Les bénéfices nets de l'entreprise se chiffraient en 1965 à 70 millions de dollars, en hausse de 74 % par rapport à 1961. De 1965 à 1966, le volume de la production a augmenté de 9,7 % tandis que sa valeur croissait de 25 %. De 1967 à 1969, la production faisait un nouveau bond, augmentant de 5 %.

Pour que dure ce pactole, s'opposer par tous les moyens à la « subversion nationaliste » est évidemment nécessaire. La Diamang a donc constitué sa propre armée de mercenaires encadrée par des techniciens sud-africains. En même temps, elle verse régulièrement des sommes importantes pour aider le gouvernement portugais à maintenir sa domination sur l'Angola. Dans les trois années qui ont suivi le soulèvement de 1961, elle a ainsi déboursé 51 millions d'escudos.

Des informations récentes confirment néanmoins que la Diamang ne détient plus le monopole de l'exploitation des diamants en Angola. Le gouvernement du Dr Marcelo Caetano entend soustraire ce secteur à la trop grande emprise sud-africaine. En 1969, il a accordé une concession à une filiale américaine du groupe « Diversa ». Cette année deux autres groupes américains, la Diamul et l'Oestédiam, filiale de la Diamond Distributors, ont également bénéficié de concessions.

Ainsi, le noyautage de l'Afrique dite portugaise se poursuit. Il apporte un flot continu de dollars, rands, marks, francs, etc., qui permettent au Portugal non seulement de maintenir le seul grand empire colonial de type ancien existant encore dans le monde, mais de poursuivre impunément le génocide des peuples africains.

Faut-il donc conclure avec l'éditorialiste du « Diario de Manha », porte-parole du gouvernement de Lisbonne, que « les frontières du monde libre passent par l'Angola et le Mozambique » ?

Aquino de Bragança